

**Déclaration préalable de SUD Education  
CAPD Unique des Instituteurs et Professeurs des Ecoles du Département de  
l'Hérault  
Réunion du 21 mars 2019**

Nous, militants et représentants du personnel SUD Education sommes inquiets.

Notre ministère, et à sa tête son chef Jean-Michel Blanquer, continue à maltraiter les personnels et les élèves.

Maltraitance qui dure depuis son arrivée aux affaires :

- retour à la semaine des 4 jours dans la précipitation,
- mise en place des « cp dédoublés » en juin pour septembre, créant la désorganisation et l'incertitude au sein des équipes.
- évaluations « obligatoires » incohérentes pédagogiquement, et uniquement normées pour les statistiques qui engendrent du stress pour les enseignant-e-s et les élèves.
- publication fin juillet de programmes scolaires à mettre en place en septembre.
- la nouvelle organisation des écoles et collèges, nulle part concertée, et dont la loi pour une « école de la confiance » vient d'être votée.
- et donc récemment, et malgré l'opposition de l'immense majorité des syndicats (seul le SNE SNALC a voté « pour » au comité technique ministériel) la circulaire « mouvement », elle aussi à appliquer dans la précipitation.

Pour cette dernière déclinée localement, accompagnée d'un nouvel outil informatique plein de mystères, le ministère maltraite tous les personnels, en mettant nos collègues de l'administration dans l'incertitude et la difficulté pour respecter le calendrier, ainsi que nos collègues enseignants qui n'ont toujours pas réellement connaissance des règles qui seront appliquées dans quelques jours.

Cette gestion brouillonne et précipitée, les réactions méprisantes, cyniques et violentes du ministère aux actions de protestation des collègues sur le terrain va à l'exact opposé d'une école de la confiance.

La confiance est en train de se perdre à tous les niveaux : parents, personnels des écoles, administratifs.

C'est pour cela que nous sommes inquiets.

Vous allez nous répondre, Monsieur le Directeur Académique, que ce sont là des problèmes nationaux, et qu'il faut faire intervenir nos représentants nationaux. Nous le faisons. Mais, méprisant les corps intermédiaires et assimilant ses prises de parole unilatérales à un dialogue social riche, l'attitude du Ministère nous pousse aujourd'hui à vous demander de faire remonter directement au niveau du Ministère l'inquiétude grandissante du terrain, qui le voit de plus en plus comme un ministre de la défiance.

*P. Cherpentier et P. Manzanares, pour SUD Education Hérault*